



**Association coopérative  
d'économie familiale  
de l'Estrie**

Membre de l'Union des consommateurs

# **MÉMOIRE**

**De l'Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie  
(ACEF Estrie)**

déposé à

**la Commission sur l'avenir de l'agriculture et  
de l'agroalimentaire québécois**

avril 2007

Le résumé	page 3
Présentation de l'ACEF Estrie	page 6
Introduction	page 7
La question alimentaire	page 8
La production agricole	page 12
La transformation	page 15
La distribution	page 16
Le commerce extérieur	page 17
Les ressources humaines	page 18
L'agriculture et environnement	page 19
La santé et préoccupations des consommateurs	page 21
La ruralité et le développement régional	page 19
La gouvernance	page 24
Notre conclusion	page 25

L'utilisation de la forme masculine dans ce mémoire n'est aucunement discriminatoire et n'a comme but que de simplifier le texte.

# Résumé du Mémoire de l'ACEF Estrie, présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec avril 2007

L'ACEF Estrie est un organisme autonome dont la mission est la promotion et la défense des droits et intérêts des consommateurs. Depuis plusieurs années, nous portons une attention particulière à toutes les questions concernant l'agroalimentaire et l'environnement.

## **Introduction**

La Commission a un mandat déterminant sur plusieurs aspects : la santé publique, la gestion de l'eau, la pérennité de la fécondité des sols nécessaires au développement durable, la vitalité des régions, etc. Ce mandat dépasse largement la nécessité d'assurer un revenu adéquat aux producteurs. La population et le gouvernement doivent saisir l'ampleur des problèmes et l'urgence d'agir.

## **La question alimentaire**

Une vision régionaliste est nécessaire sur tous les aspects de l'agroalimentaire. Il est urgent de mettre en place une véritable politique alimentaire visant à éliminer le problème de la faim au Québec. Les banques alimentaires sont un symptôme sérieux et non pas une solution à long terme. Ces banques sont elles-mêmes...gravement sous-alimentées.

**Nous réclamons une véritable politique alimentaire pour toute la population du Québec.**

## **La production agricole**

Depuis 50 ans, le modèle industriel de l'agriculture et la mondialisation des marchés nous mènent à un cul-de-sac. Le milieu agricole a compris la nécessité d'un *virage vert* mais il est urgent d'accélérer le processus vers une agriculture écologique, en évitant de placer le fardeau sur les épaules des producteurs seulement et en y incluant un vaste programme de remise en état des berges.

**Nous recommandons l'instauration d'un vaste programme de *renaturalisation* des terres agricoles, des berges et des cours d'eau.**

## **La transformation**

Plus personne ne peut douter du fait que les transformateurs abusent du sucre, du gras et du sel et dénaturent une bonne partie de notre alimentation à des fins purement mercantilistes. La régionalisation de la transformation serait un pas important vers la transformation responsable.

**Nous réclamons de la part de l'industrie de la transformation un *virage santé* significatif appuyé par une politique de bonne nutrition adéquate dans les institutions.**

## **La distribution**

Nous blâmons les politiques d'achat des gros distributeurs qui n'ont que la rentabilité à court terme comme objectif. Laisser les forces du marché fonctionner librement ne pourra qu'accentuer le problème. Il faut donc favoriser des modèles différents et trouver la façon de convaincre les distributeurs de modifier leur approche. On ne peut pas toujours blâmer le consommateur d'acheter des produits étrangers. Nous notons aussi un laisser-aller quant à l'étiquetage de la provenance des produits : le marketing prend toute la place.

**Nous recommandons l'étiquetage obligatoire des OGM et du lieu de provenance, en plus des normes actuelles.**

## **Le commerce extérieur**

Produire pour l'exportation ramène avec encore plus d'acuité le problème des méthodes et des conséquences, rapidement inconciliables avec le développement durable : une difficile question de bonne mesure. Le principe de l'agriculture de proximité ne vise pas l'impossible autarcie agricole. L'exportation comme l'importation seront toujours à la merci de facteurs que nous ne pouvons pas contrôler. Les normes sanitaires de production à l'étranger ne sont pas contrôlables non plus.

**Nous recommandons l'application des principes de l'agriculture de proximité.**

## **Les ressources humaines**

Plusieurs mesures doivent être prises pour améliorer la réalité du producteur, pas seulement son image, pour attirer une relève compétente et motivée. La recherche axée sur l'agriculture écologique devrait avoir un statut comparable à la recherche en bio-technologie ou autres secteurs de pointe. Cette nécessaire revalorisation ne peut se faire à la pièce : sur cet aspect aussi une vision globale est essentielle, incluant des rapprochements avec les consommateurs sur la scène régionale.

**Nous recommandons la création de lieux de dialogue entre les producteurs et les divers intervenants de la société afin de revaloriser le métier de producteur en y intégrant les valeurs environnementales.**

## **L'agriculture, l'agroalimentaire et l'environnement**

Les constats du document de consultation ne peuvent amener d'autre conclusion; il y a une urgence à revoir le modèle industriel traditionnel de l'agriculture. Malgré des efforts récents, trop souvent à la charge des producteurs, la considération due à l'environnement doit être accentuée. Le dossier des OGM tend à nous démontrer que les gouvernements ont un préjugé favorable aux grandes compagnies de bio-technologies plutôt qu'en faveur du véritable développement durable et du droit des consommateurs à l'information.

**Nous recommandons que les facteurs sociaux et environnementaux soient enfin considérés à leur juste valeur, condition nécessaire pour que le développement durable ne soit pas qu'un slogan.**

## **La santé et les préoccupations des consommateurs**

Autant pour les pratiques agricoles qu'en ce qui concerne l'alimentation, comme pour plusieurs autres aspects liés à l'environnement, nous savons ce qui se passe mais les puissants lobbies bien organisés et la pensée politique dominante de la moindre intervention, quand ce n'est pas le déni de réalité, nous empêchent de prendre les décisions appropriées.

**Nous recommandons l'adoption et l'application d'une politique de saine alimentation.**

## **La ruralité et le développement régional**

La protection des bons sols agricoles ne semble pas résister à la pression de l'étalement urbain, alors que certaines règles contribuent à paralyser les initiatives non-traditionnelles en zones rurales. Certaines expériences méritent d'être soutenues ou appliquées à plus grande échelle pour augmenter les activités productives à plus petite échelle.

**Nous recommandons une meilleure protection des sols à bon potentiel agricole ainsi que la souplesse nécessaire dans son application dans les régions pour maintenir l'activité agricole.**

**Nous recommandons la mise en place d'un véritable dialogue à l'échelle régionale afin d'éviter les confrontations toujours nuisibles.**

## **La gouvernance**

Le MAPACQ doit encore nous convaincre qu'il a bien intégré les dimensions sociales et environnementales nécessaires à la notion du développement durable, malgré le discours sécurisant de son plan stratégique 2005-2008. Nous constatons aussi que l'UPA est devenue une organisation très puissante qui n'invite pas au dialogue, tout autant nécessaire. Des changements importants sont nécessaires pour recréer une solidarité entre consommateurs et producteurs, entre autres raisons pour faire face au défi de la mondialisation du libre-marché.

**Nous recommandons que le MAPAQ assume avec un meilleur leadership l'application des impératifs du développement durable et qu'il assume aussi son rôle en ce qui concerne l'alimentation.**

**Nous recommandons que cette Commission et le gouvernement reconnaisse l'apport de l'Union paysanne dans le débat actuel sur l'agriculture et que les producteurs puissent décider en toute transparence de leur système de représentation.**

## Présentation de l'Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie (ACEF Estrie)

L'ACEF Estrie est un organisme de promotion et de défense des droits et des intérêts des consommateurs qui a été créé en 1972. L'ACEF Estrie est active autant sur le plan individuel que collectif, avec un souci particulier pour les personnes à faible ou moyen revenu. Depuis 35 ans, l'organisme tâche de soutenir individuellement les consommateurs qui ont un problème de relation commerciale, ce qui représente environ 1 200 appels par année.

L'ACEF Estrie est aussi très active sur des dossiers collectifs; parmi ceux-ci, les causes et les impacts de la pauvreté et de l'appauvrissement ont toujours pris une large place dans nos priorités. C'est ainsi que la question de la saine alimentation à prix abordable a rapidement pris de l'importance : à titre d'exemple, mentionnons que dès 1983, l'ACEF Estrie a publié un livre de recettes de 130 pages : nous en citons un bref extrait qui démontre que certains problèmes se sont malheureusement bien incrustés dans notre société :

« Nous croyons qu'améliorer nos conditions de vie, cela veut dire également améliorer la qualité de notre alimentation. Se nourrir sainement et en quantité suffisante est un besoin essentiel pour chaque personne et là comme ailleurs, il existe des conditions inégales dans notre société. Ce qui domine l'industrie alimentaire est la recherche du profit maximal à l'avantage d'une minorité... »

Au début des années 1990, l'ACEF a milité en faveur du bannissement des pesticides en milieu urbain. En 2000, un sondage auprès de nos 150 membres en règle a amené l'ACEF Estrie à s'investir plus significativement dans le dossier de l'environnement. Nous avons adhéré à la charte environnementale *Estrie zone verte* et depuis ce temps, nous faisons la promotion du développement durable et de la notion connexe de consommation responsable. La Fondation estrienne en environnement nous a fait l'honneur de nous désigner comme finaliste à un prix d'excellence en environnement, en mai 2006, pour notre travail d'éducation et de réflexion sur le rôle du consommateur auprès des jeunes.

Ouvrant sur un territoire en grande partie rural, l'ACEF est aussi très sensible aux réalités qui affectent nos concitoyens des villes et villages. C'est pourquoi nous nous sommes associés très tôt à ce mouvement qui a réclamé des états généraux sur l'agriculture, l'alimentation et l'occupation du territoire.

L'ACEF Estrie est membre de l'Union des consommateurs et participe activement depuis plusieurs années à son comité agroalimentaire. Nous adhérons donc à la charte des droits en agroalimentaire (incluse en annexe) qui expose brièvement l'ensemble des grands principes qui devraient orienter nos choix de sociétés. L'ACEF Estrie est aussi membre de l'Union paysanne, pour des raisons que nous expliquerons en dernier chapitre.

Nous tentons dans ce mémoire d'apporter le point de vue des consommateurs avisés, en répondant aux questions posées par le document de consultation, dans l'ordre présenté par ce document.

## En guise d'introduction

### **Une Commission qui est condamnée à la réussite**

Le mandat de cette Commission est probablement parmi les plus importants... et difficiles de l'histoire du Québec. La réalité agroalimentaire très complexe a des impacts sur la vie de tous, incluant les citoyens qui ne se préoccupent pas du tout de la vie agricole. De plus, certains facteurs en jeu sont de dimension mondiale, nord-américaine, canadienne, québécoise et même régionale ou locale. La Commission n'a donc pas de prise concrète sur l'ensemble de ces facteurs. Il est donc d'une importance capitale que les résultats de cette Commission sur les facteurs qui relèvent du gouvernement québécois soient très significatifs. Le Québec devra se faire un devoir de mettre en œuvre les actions qui sont de son ressort, puis de porter sur la scène canadienne et internationale les préoccupations et les pistes de solutions qui seront identifiées. Paradoxalement, ces pistes sont faciles à identifier : **les principes du développement durable, de l'agriculture écologique et du commerce équitable** ont établi le modèle à développer.

Considérant la gravité des problèmes, Il serait dommage que les médias et la population en général ne saisissent pas l'importance et la portée des travaux de cette Commission. Nous recommandons donc que la Commission et le gouvernement du Québec prennent les moyens pour que toute la population réalise que le mandat de cette Commission touche directement les points suivants : (la liste n'est pas exhaustive) :

- **La santé** de l'ensemble de la population et la réduction des coûts de la santé; réduction des résidus à toxicité chronique dans les aliments et l'eau potable, la bonne alimentation en quantité et en qualité.
- **La gestion de l'eau** et les coûts de gestion, de remise en état, etc. la pollution, les coûts de traitement avant et après usage, l'eutrophisation, l'érosion, les cyanobactéries, les usages récréatifs, etc.
- **La pérennité des sols productifs**; la protection des terres agricoles, en superficie comme en qualité.
- **Le maintien du tissu social de plusieurs villes et villages** : le maintien des écoles et autres services publics, l'exode rural...
- **Une vaste industrie agroalimentaire** qui donne du travail, directement ou indirectement, à des milliers de québécois.
- **La rentabilité des fermes et la santé financière** des producteurs; le problème de la relève, donc de la survie même de l'agriculture.

Nous croyons que les conclusions, recommandations et surtout les décisions qui découleront de cette Commission devront avoir rapidement des suites concrètes mesurables. On se souvient bien de ce qui est arrivé avec la morue, avec nos forêts et même avec les gaz à effet de serre : les retards à prendre des décisions difficiles ne font qu'amplifier la gravité des problèmes et rendent encore plus ardues et plus onéreuses l'application de solutions adéquates.

# 1- LA QUESTION ALIMENTAIRE

Le secteur agricole et agroalimentaire actuel ne fonctionne certainement pas en fonction des besoins des consommateurs québécois, ni des producteurs. Depuis plusieurs décennies, une rapide évolution a constamment éloigné l'agriculture du consommateur qu'elle est supposée nourrir convenablement. Quant au producteur, il a perdu une bonne partie de son statut et de son autonomie financière. La vision d'une agriculture n'étant plus qu'une forme d'activité industrielle comme les autres a permis que s'imposent les impératifs de rentabilité à court terme qui ont, entre autres, entraîné une centralisation de la transformation. Nous sommes en droit de nous demander au service et au profit de qui fonctionne donc le système actuel.

On peut affirmer que depuis des milliers d'années l'agriculture se pratique pour nourrir les gens qui sont à portée de transport. Mais aujourd'hui, les aliments voyagent sur des distances illimitées et on a l'impression que le consommateur n'existe que pour écouler la production d'une industrie qui s'est imposée entre le producteur et le consommateur. Dans le cas des OGM : le consommateur n'a jamais demandé ces manipulations génétiques, il n'en retire aucun avantage réel, malgré les prétentions des industries. En plus on lui refuse le droit de savoir, ce qui nous paraît totalement injustifiable.

Cette vision productiviste a aussi orienté la production porcine en priorité vers l'exportation et nous pensons qu'il s'agit là d'une erreur historique. La production porcine à grande échelle pour les consommateurs japonais a certainement enrichi quelques personnes, mais les coûts environnementaux et énergétiques sont un non-sens. La fragilité d'un tel système a été démontrée récemment, avec la hausse de la valeur du dollar canadien et l'apparition de maladies graves dans les porcheries. Ici, nous nous retrouvons avec des viandes parfois contaminées avec des résidus d'antibiotiques organochlorés (chloramphénicol). Chose certaine, plusieurs personnes n'ont plus confiance, alors que les producteurs sont pris en étau par le modèle de production. Nous connaissons des familles qui n'achèteront plus de viande sur le marché régulier car même les enfants ont constaté la différence de goût et de qualité.

L'alimentation et ses conséquences sur la santé publique nous amènent dans deux directions différentes :

- les pratiques agricoles encore trop « chimifiées » et les épandages de purin trop généreux dont nous reparlerons plus loin,
- la mauvaise alimentation, due en partie à l'absence de préoccupation de santé des transformateurs qui abusent du sucre, du sel et des gras, tout en faisant preuve d'une grande imagination de marketing pour avoir quelque chose de positif à écrire sur l'emballage. Elle est aussi due en partie au manque d'information ou parfois au cynisme de certains consommateurs qui avalent n'importe quoi. Il est surprenant de constater le nombre de gens qui ignorent les conséquences de cette mauvaise alimentation, et un peu décourageant d'entendre les défaitistes dirent que de toute façon, l'industrie va nous empoisonner et qu'il est donc inutile de faire des efforts individuellement.

La vision mondialiste des échanges commerciaux a certainement beaucoup de conséquences positives quand il s'agit de l'aluminium ou des maisons préfabriquées. Mais inclure l'agriculture dans ce commerce sans distance est une autre conséquence grave de la vision productiviste. Nous sommes convaincus que la seule piste de solution viable est **une saine agriculture de proximité**. Partout dans le monde, la production agricole doit d'abord viser à nourrir la population régionale, puis nationale. Ce qui n'empêche pas l'exportation de

surplus ou de productions spécialisées, comme le sirop d'érable ou les canneberges par exemple. Les pays du tiers-monde ont beaucoup souffert de l'imposition des monocultures aux fins d'exportation dans les pays colonisateurs, au détriment d'une production de subsistance. Les conséquences du réchauffement de la planète s'ajoutent maintenant à ces difficultés.

Nous citons ici le communiqué émis lors du sommet économique de Davos, résumant la présentation du Premier ministre du Québec :

« **La sécurité alimentaire** est également menacée par la réduction prévisible des rendements des cultures dans la plupart des régions tropicales et subtropicales, et ce, même dans l'éventualité d'une augmentation minimale des températures. ».

À notre avis, ce constat concerne aussi le Québec. Les changements progressifs ou bouleversements qui ne manqueront pas de survenir bientôt exigent une certaine préparation : le maintien d'une capacité à nourrir et à fournir de l'eau potable à la population resteront toujours des priorités.

Récemment, l'UPA a réclamé l'imposition de taxes sur les produits agricoles importés. Nous ne savons pas si, dans le cadre des traités de libre-échange et de commerce mondial, la chose est possible. Mais nous partageons avec le président de l'UPA la conviction qu'il est aberrant que des conteneurs de pois mange-tout arrivent dans les entrepôts du Québec en provenance de Chine<sup>2</sup>. Si ce légume arrive ici, c'est qu'un acheteur a jugé bon de le commander, probablement pour quelques sous en moins du kilo. Si cela est vrai pour ces pois mange-tout, il est probable que d'autres fruits ou légumes que nous pouvons produire font le même voyage. Or, encore une fois, les impacts énergétiques et environnementaux (nous pourrions ajouter sociaux) ne sont pas calculés, parce qu'ils n'ont aucune incidence sur la rentabilité de l'exercice commercial de cet acheteur. Cette personne reçoit probablement les félicitations de son patron et une prime de rendement. Or, nous constatons qu'elle exerce un immense pouvoir qui a des conséquences graves. Nous avons un doute concernant les normes environnementales de la production alimentaire et aucun moyen de les vérifier.

Les acheteurs des grandes chaînes contrôlent des marchés immenses, répondent aveuglément à des impératifs de rentabilité immédiate et détruisent, à plus ou moins long terme, la production régionale ou nationale.

Le consommateur québécois qui fait son épicerie n'a peut-être pas d'autres choix à son supermarché, s'il est amateur de pois mange-tout, que cette production chinoise. S'il avait le choix entre le légume chinois et le même légume québécois probablement un peu plus cher, qui donc lui expliquerait que la différence de prix ne suffit pas à justifier cette aberration ? Encore faut-il que l'étiquetage l'informe adéquatement.

**Nous espérons donc que, dans une véritable approche de développement durable, le Québec se fera le promoteur d'une vision régionaliste de l'agriculture.**

Quant à l'augmentation de la demande en protéines animales, nous sommes portés à croire que la voie à prendre est ... dans la juste mesure. Le 11 janvier dernier, un article du Devoir concernant le mandat de M. Lucien Bouchard dans les difficultés de la compagnie Olymel et par extension dans la production porcine en général, peut nous servir d'exemple du manichéisme démagogique à éviter. Questionné sur l'acceptabilité sociale de l'industrie, M. Bouchard répond qu'il ne comprend pas pourquoi nous serions un des seuls pays au monde qui refuseraient de produire du porc.

---

<sup>2</sup> Affirmation de Laurent Pellerin, lors d'un colloque à Drummondville, le 1<sup>er</sup> février 2007.

Une grande partie du problème de cette industrie est causée par la SURproduction, qui a probablement joué un rôle dans les problèmes sanitaires des élevages. Cette surproduction était encouragée par des circonstances qui ne pouvaient pas durer toujours comme le taux de change. Vous aurez toujours des problèmes si vous concentrez trop de n'importe quelle espèce vivante, y compris l'être humain. La dimension des industries de production et de transformation constitue en soi une question difficile : nous croyons qu'en agriculture plus que dans n'importe quel domaine, « *small is beautiful* ». Ce n'est pas une opinion dogmatique mystique : il y a une imposante documentation qui le démontre. Il est beaucoup plus facile de disposer sans risque du purin de quelques centaines de porcs que de plusieurs milliers.

Les Québécois ne vont pas cesser de manger du porc; il ne faut donc pas arrêter d'en produire; et du bon, si possible. Quand la question est posée en terme de continuer la SURproduction ou ne plus produire du tout, on cherche à manipuler l'opinion publique et les intervenants. Nous proposons plutôt l'approche suivante : produisons d'abord pour la consommation interne et sachons bien mettre en valeur la production excédentaire, si cet excédent peut être produit sans dommage environnemental. Toute sur-concentration, que ce soit de bœuf, de poulet ou de porc, restera une aberration environnementale, contraire aux principes les plus élémentaires du développement durable car les impacts locaux ne seront jamais simples à gérer efficacement. La grande industrie pose de très grands problèmes quand les choses tournent mal.

La question est donc de savoir à partir de quel niveau de production dépassons-nous la limite absorbable ? Il semble que nous avons perdu le sens de cette expression amusante mais lourde de sens : *d'abord, ne pas nuire !* Il y a certainement une opportunité financière pour le Québec à accroître sa production animale. Mais si cette expansion est laissée à la volonté de ceux qui en profitent financièrement, avec un regard protecteur de l'état et dans un cadre qui déguise un processus automatique d'allocation de permis en consultation bidon, nous n'aurons qu'aggravé le bilan.

### **La question de la pauvreté : les banques alimentaires sont un symptôme grave et non une solution !**

En Estrie comme probablement partout au Québec, l'insuffisance de nourriture en raison de l'insuffisance du revenu familial constitue une crise tellement quotidienne que nous avons appris à vivre avec... mais à vivre très mal. Ces camps de réfugiés que sont les banques alimentaires devraient disparaître du tissu social; au contraire, elles sont devenues des palliatifs dont on se contente, alors qu'il est pourtant clair qu'elles ne suffisent pas à la tâche, loin de là, ni en quantité, ni en qualité. Pourtant, plus personne ne peut contester le fait que la mauvaise nutrition surtout chez des enfants se répercute sur plusieurs tableaux : problèmes de comportements, de rendements scolaires et surtout de santé qui globalement coûtent certainement une fortune.

En décembre dernier, en tentant de convaincre un responsable d'un tel organisme de présenter leur réalité et leurs recommandations devant cette Commission, nous nous sommes fait répondre que la Commission ne prêterait que peu d'attention à ce problème, qu'elle ne pourrait probablement rien faire pour améliorer les faits, au-delà de la liste de vœux pieux habituels. Cette réaction est éloquentes quant au manque de confiance des milieux concernés face au pouvoir politique. De promesses vagues en projets de loi superficiels et sans suite, les milieux qui se préoccupent quotidiennement d'alimentation développent un cynisme évident : les gens pauvres ne peuvent pas bien s'alimenter et la classe politique s'en fout. Si le mauvais état des routes québécoises est devenu une source intarissable de farces,

on ne peut pas rire des enfants qui ont faim, mais on peut regarder ailleurs, ou encore promettre des lendemains qui chantent mais qui ne viennent jamais. Que des écoles en soient rendues à devoir nourrir les petits le matin constitue un scandale banalisé.

Par contre, le réseau des cuisines collectives reste un actif à souligner. En plus de permettre aux gens de se nourrir à meilleur compte, chaque cuisine collective devient un lieu de socialisation dans son milieu. Il ne serait pas difficile, pour le gouvernement, pour les producteurs et pour les grandes chaînes de leur donner un meilleur appui.

Pour certaines grandes chaînes d'épicerie, envoyer les invendus au dépotoir reste plus simple et plus rapide, donc moins cher que d'assurer un premier droit aux organismes de redistribution. Dans la grande majorité des sociétés dites primitives, tout le monde est responsable de la distribution de la nourriture à tous les membres de la communauté : où est le progrès ?

Nous sommes donc confrontés à cette inconfortable réalité : si les banques alimentaires pouvaient assumer efficacement le « manque à s'alimenter » des moins nantis, de plus en plus de gens (et il y en a déjà) diraient que le problème est réglé. Pour une société riche et qui se veut évoluée, le seul projet cohérent est la disparition de ces lieux gênants, autant pour ceux qui n'ont pas le choix d'y aller que pour tout citoyen qui n'a pas été complètement insensibilisé. Personne ne dira qu'il faut les fermer demain matin. Il faut donc les rendre plus efficaces à court terme, tout en souhaitant leur disparition. Certaines mauvaises langues diront que c'est rêver en couleur, comme de souhaiter la disparition des hôpitaux quand tout le monde sera en santé. Or, encore une fois, la démagogie ne doit pas l'emporter sur le bon sens : permettre à tous les citoyens d'une société d'abondance de se nourrir adéquatement est possible, et nous affirmons même que ce serait rentable. Évidemment les problèmes de pauvreté ne sont pas dans la mire de cette commission. Cependant, nous espérons que cette commission insistera sur deux points précis :

**Que le gouvernement du Québec mette en place le plus rapidement possible, en concertation étroite avec les organismes du milieu, une véritable politique alimentaire visant à éliminer le problème de la faim au Québec en raison des revenus insuffisants.**

**Que les regroupements de producteurs et les chaînes d'alimentation travaillent étroitement avec les organismes de première ligne afin de combler les pénuries chroniques dans les banques alimentaires.**

## 2- LA PRODUCTION AGRICOLE

### Les méthodes de production : travailler avec la nature plutôt que contre

Le document de consultation ne laisse qu'une toute petite place à la question de l'utilisation des produits chimiques ou issus des biotechnologies. On y lit que « les citoyens y voient des risques pour la santé, l'environnement et la biodiversité ». Or, le sujet est d'une immense importance. Ce ne sont pas que quelques citoyens qui voient là des problèmes potentiels : depuis la sortie du livre « Le printemps silencieux », de Rachel Carson, au début des années 60, jusqu'aux analyses de sang de quelques députés fédéraux il y a quelques mois (plus de 60 produits toxiques, dont des résidus de pesticides) en passant par les cyanobactéries qui ont fait la manchette l'été dernier, en Estrie et ailleurs, on ne compte plus les analyses et constats sur les dégâts, tant sur l'environnement en général que sur la santé des êtres humains. Il y a une documentation impressionnante sur les conséquences de la « chimification » et de l'industrialisation de l'agriculture ainsi que sur les méthodes qui sont moins agressives.

La revue Protégez-Vous (février 2007) a publié un court texte intitulé « Bombe à retardement » : on y parle de 300 substances chimiques trouvées dans le sang du cordon ombilical de nouveau-nés issus de familles de cultivateurs exposés à des pesticides. « Il faut passer à l'action dès maintenant ».

La façon de produire a aussi des conséquences sérieuses indéniables sur la qualité de l'eau. Encore une fois, nous citons le communiqué concernant la présentation du Premier ministre à Davos :

« L'approvisionnement en eau potable est fragilisé notamment par la disponibilité des eaux de surface et souterraines en qualité et en quantité, la hausse des besoins d'irrigation en agriculture et les conflits potentiels entre différents usagers ».

Pour nous, en Estrie comme ailleurs au Québec, il serait faux de prétendre que tous nos problèmes de qualité d'eau (pas seulement les cyanobactéries) sont dus à l'agriculture, mais il serait vain d'essayer d'y remédier sans une amélioration des pratiques agricoles : l'élevage intensif du porc et l'usage de produits chimiques ont créé et continuent de créer plus de problèmes que les autorités semblent vouloir l'admettre.

Pour contrer les effets de notre tendance à jouer aux apprentis-sorciers, un mouvement en faveur de l'agriculture biologique est apparu au Québec, dès 1974. Pendant des années, on a cru qu'il s'agissait là d'un créneau à exploiter pour satisfaire les caprices alimentaires d'environ 10 à 20 % de la population qu'on décrivait plus ou moins comme des illuminés un peu mystiques qui ont des exigences alimentaires précises. Depuis ce temps, plus personne ne peut ignorer les conséquences néfastes d'une agriculture chimique traditionnelle ainsi que les avantages à agir plus rationnellement, plus naturellement. Les producteurs eux-mêmes répètent qu'ils utilisent de moins en moins de pesticides et d'engrais chimiques, sans nous convaincre que le problème est réglé. Vous ne trouverez pas un seul agronome compétent et indépendant qui affirmerait que les engrais chimiques sont supérieurs à long terme à l'augmentation du taux de matière organique. Il y a vingt ans, le compostage était une sorte de rituel ésotérique pour initiés : aujourd'hui, des compagnies et des municipalités en font à grande échelle. On entend parler de semis directs depuis peu, de « renaturalisation » des rives, etc. À l'exception de ceux qui ont des intérêts commerciaux à défendre (et ils en ont les moyens !), la tendance est évidente autant chez les consommateurs que chez les producteurs : la production plus écologique et l'alimentation plus saine qui en découle nous indique la voie à prendre. La hausse importante du nombre de gens qui souhaitent se nourrir plus sainement est évidente : peu de supermarchés n'offrent pas encore un coin bio, les coopératives d'alimentation naturelle ont le vent dans les

voiles, le succès du marché de solidarité régionale, à Sherbrooke en est un autre exemple. Et développement durable oblige : plus sainement signifie aussi plus régionalement.

Ces méthodes écologiques de produire sont connues : plusieurs spécialistes pourront vous les décrire au besoin. Nous voulons insister sur le fait qu'en Europe, particulièrement en Suisse, la production écologique est devenue un choix de société qui a modifié profondément la façon de soutenir financièrement les producteurs.

À la fin de janvier dernier, la radio de Radio-Canada nous apprenait que les producteurs agricoles de l'Île-du-Prince-Édouard venaient de décider de diminuer de façon importante les quantités d'engrais et de pesticides chimiques afin de minimiser les dommages aux cours d'eau. Les problèmes sont connus, les conséquences du laisser-faire sont connues, les pratiques plus écologiques aussi, mais on ne bouge pas; du moins pas assez vite. Il est absolument nécessaire, dans cette orientation, de ne pas laisser le fardeau des améliorations sur les épaules des producteurs seuls. Ils ont besoin d'un support significatif et c'est l'ensemble de la société qui y gagnerait.

Les producteurs québécois et l'UPA ont fait un progrès remarquable depuis les années 1990, moment du virage vert selon un document de L'UPA<sup>3</sup>. Or le chemin qui reste à faire est aussi important. Il est essentiel de progresser rapidement concernant la gestion des fumiers et particulièrement du lisier, le réaménagement des berges (une bande de 1 mètre n'est pas suffisante, et inexistante à bien des endroits), l'utilisation des pesticides et plusieurs autres aspects des pratiques. Nous citons ici l'UPA :

*Les défis qui attendent les agriculteurs et agricultrices, par leur ampleur, nécessiteront un partenariat solide avec les principaux intervenants, qu'ils soient du monde agricole, environnemental ou du domaine de la recherche.*

On parle bien de l'ampleur des défis. Pour faire face à ces défis, c'est un choix de société qu'il faut faire, c'est l'opinion publique et tous les paliers de décision qu'il faut convaincre. Mais quand on entend le président de l'UPA dire à la radio qu'il ne veut pas parler d'agriculture avec les gens de Montréal, c'est l'ensemble de la population urbaine qu'il traite avec arrogance, ce qui n'est pas une bonne façon de la gagner à leur cause. Les cours d'eau et les régions rurales n'appartiennent pas exclusivement aux producteurs, et c'est toute la population qui consomme leurs produits. Nous réclamons donc une meilleure concertation entre tous les intervenants incluant les consommateurs pour que ces défis puissent être relevés. Nous le répétons : il y a une urgence d'agir.

Hélas, nous avons l'occasion de constater que les contraintes environnementales deviennent un irritant sérieux pour les producteurs, qui parlent parfois de harcèlement ! Si on ne peut plus les laisser prendre seuls ces décisions, on ne doit plus les laisser seuls avec le fardeau des correctifs. À titre d'exemple, nous pourrions penser à des avantages fiscaux pour les producteurs qui font des pas importants vers une agriculture plus écologique.

Nous prédisons que dès que nous pourrons présenter le Québec des régions, sur les plans agricole et touristique, comme ayant effectué *le virage écolo*, les retombées financières seraient très importantes. Des plans d'eau sécuritaires attireraient des gens de partout et la production agricole saine ne suffirait pas à la demande, tant intérieure qu'extérieure.

Au cours de la campagne électorale, nous avons entendu le Premier ministre du Québec affirmer qu'*en matière d'environnement, le Québec peut se définir comme un modèle*

---

<sup>3</sup> Calendrier 2005-2006 de l'UPA, intitulé « Agriculture et environnement au fil du temps »

*pour le monde entier.* Nous affirmons qu'en matière de production agricole, il y a encore beaucoup à faire.

**Nous recommandons la mise en place d'un vaste programme de « renaturalisation » des terres agricoles, visant à limiter au strict minimum l'utilisation ponctuelle des produits de synthèse chimique, en assurant les producteurs du soutien financier et de l'encadrement technique nécessaire.**

**Il importe aussi d'accélérer la mise en place d'un véritable plan de renaturalisation des berges, en collaboration étroite avec les comités de bassin versant qui ont acquis l'expertise nécessaire.**

**Ces plans entraîneront des dépenses importantes que l'ensemble de la société doit prendre en charge.**

### **Les revenus des familles agricoles**

Une majorité de consommateurs ne se préoccupent pas beaucoup du revenu des producteurs, préoccupés qu'ils sont, de bon droit, par la facture d'épicerie hebdomadaire. Le consommateur ne se préoccupe généralement qu'assez peu de la provenance de ses aliments. Il s'agit là de faits qui entraînent plusieurs problèmes, incluant celui des associations de consommateurs qui d'une part souhaitent se solidariser avec les producteurs pour revaloriser leur place dans la société, encourager les achats régionaux et revendiquer une agriculture plus saine et, d'autre part, qui ont le mandat de soutenir les familles à modestes revenus, tant sur la gestion du budget qu'en terme de revendication à un meilleur niveau de vie.

Cependant, une bonne partie de la population blâme à tort ou à raison les profits que prennent les intermédiaires. Les pétrolières ont jugé bon, lorsque les prix de l'essence ont atteint des records, de ventiler précisément le prix du litre et de l'afficher partout : il y a des stratégies à développer pour faire mieux comprendre où va chaque dollar dépensé.

Nous appuyons la volonté des producteurs à obtenir un revenu décent; cela nous paraît une évidence. Ce sont des familles qui ont le même droit que toutes les autres à obtenir une juste rémunération pour leur travail et leurs investissements. Cependant, nous affirmons aussi que si chaque producteur doublait ses revenus dès cette année, les problèmes en agriculture ne seraient pas réglés. Le soutien de l'État devrait se faire en relation directe avec les impératifs d'une agriculture écologique.

Tout en étant favorables à une saine gestion de l'offre, nous ne sommes pas très familiers avec le fonctionnement des plans conjoints : cependant, la récente crise dans la production et la vente de sirop d'érable nous a fait constater que les producteurs devraient avoir le droit d'écouler une certaine quantité comme ils le veulent, surtout dans leur milieu, y compris à l'épicerie du village.

Les systèmes en place nous paraissent théoriquement nécessaires, mais nous constatons que gestion de l'offre, quotas et Régie des marchés agricoles du Québec peuvent devenir l'objet de spéculation, dans le cas des quotas, et de confusion pour le reste, ce qui ne nous paraît pas avantageux pour l'intérêt public. : les prix peuvent grimper sans bonne raison. Nous croyons qu'il y aurait lieu d'améliorer et de rendre plus transparent le système de contrôle et de fixation des prix.

Selon le Dr Sylvain Charlebois <sup>4</sup>, « les vaches rient de nous », les consommateurs. Cet expert qualifie de complexe le fonctionnement du système de fixation des prix; comment voulez-vous que le consommateur moyen y comprenne quoi que ce soit. Nous en venons à

---

<sup>4</sup> Article de La Presse, 24 janvier 2007

nous demander si cette complexité n'est pas voulue et entretenue. Nous souhaitons que les producteurs obtiennent un juste prix, mais le système actuel entretient des doutes à savoir « qui profite indûment de la situation ? »

Puisque nous sommes d'ardents défenseurs du maintien de la vocation agricole du Québec rural et de la de la production à échelle humaine, il nous semble évident que l'État doit jouer un rôle important pour maintenir un attrait suffisant pour encourager la relève.

### 3- LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

Les entreprises de transformation sont à la fois la cause et les victimes du libre marché mondialisé qui les amènent à la recherche du profit à court terme, sans vision sur les conséquences : par exemple, l'importation de poudre de lait pour la fabrication de crème glacée, un marché que les producteurs de lait ont perdu (sauf à Coaticook), selon le président de l'UPA. Nous entendons toujours que les consommateurs dictent les règles par leur pouvoir d'achat : nous aimerions savoir quelle est la différence de prix entre le litre de crème glacée fait de poudre importée et le litre fait de produit du Québec. La logique du commerce équitable doit inclure la nécessité de limiter le transport sur de longues distances quand cela est possible. Entre deux pots de confitures de fraises, la tendance du consommateur est de choisir le moins cher. Si les deux portent la mention « produit du Québec », il est probable qu'au moins un contient des fraises importées et souvent le consommateur ne peut pas le savoir.

Il n'y a pas un bloc monolithique de consommateurs. Si une majorité ne recherche encore que le prix le plus bas, le succès du Marché de solidarité régionale, à Sherbrooke, le chiffre d'affaire des coopératives d'alimentation naturelle à la hausse et plusieurs autres indices montrent que la tendance va vers une meilleure alimentation et une meilleure information sur la provenance, sur les modes de production et de transformation des aliments.

Nous l'avons mentionné, nous avons beaucoup de reproches à adresser à l'industrie qui voit le commerce de l'alimentation comme une simple source de profit sans se préoccuper sérieusement de la qualité. On parle beaucoup de consommation responsable, ce qui est une bonne chose, mais il serait temps d'insister sur la transformation responsable. Encore une fois, nous avons souvent l'impression que les efforts vont vers les trucs de marketing (*30 % moins de sel que la formule originale*).

Quand on comprend bien la notion de développement durable et qu'on ne cherche pas à y inclure n'importe quoi comme il arrive trop souvent, on en déduit qu'il faut maintenir une capacité de transformation à l'échelle régionale. Bien sûr, on ne retournera pas à l'époque où chaque petit village avait sa beurrerie, mais l'*hyper-centralisation* entraîne des coûts indirects (transport, concentration des emplois dans les grands centres, etc.) non-négligeables. Le gouvernement du Québec a fortement encouragé la fabrication d'éoliennes en Gaspésie : la même logique devrait faire en sorte que les pommes de Compton soit traitées en Estrie.

Dans un autre ordre d'idée, nous estimons que les transformateurs doivent faire des efforts importants pour diminuer les quantités de sucre, de gras de sel et d'additifs de toutes sortes : il y aurait matière à débattre durant des jours uniquement sur ce point fondamental :

que nous offre l'industrie alimentaire ? On entend souvent que le commerce offre ce que le client demande, mais nous retournons la question: comment assurer une meilleure alimentation, donc éduquer la population (et les enfants en particulier) quand le marché est saturé de produits qui sont pensés uniquement pour flatter dès la petite enfance nos goûts pour le sucre, le sel et le gras ? Nous devons y mettre autant d'effort que le marketing en a mis à inventer la malbouffe à des fins strictement mercantiles. Ailleurs dans le monde, on tergiverse moins : des cafétérias d'écoles, d'hôpitaux et autres institutions ont fait le virage : l'industrie devra suivre, par contrainte s'il le faut. La forte tendance vers une meilleure alimentation, si elle reste minoritaire, n'est plus marginale. L'industrie et les gouvernements doivent se responsabiliser. Le changement important de la société face au tabac a fait quelques mécontents, mais qui proposerait un retour en arrière ?

**Nous recommandons que le MAPAQ fasse pression sur l'industrie de la transformation pour qu'elle se responsabilise, que les institutions gouvernementales adoptent des politiques d'éducation, d'information et d'achat axées vers une saine alimentation.**

#### **4- LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE**

Le document de consultation le constate : la concentration de la distribution entre les mains de quelques grosses entreprises encourage l'approvisionnement sur le marché international. Pour les aliments que nous pouvons produire ici, à un coût abordable qui reste difficile à définir, admettons-le, le cartel des grands distributeurs ne joue pas son rôle de bon citoyen responsable. Wal-Mart a fait une campagne publicitaire sur sa politique d'achat au Québec : nous n'avons pas été convaincus, mais le fait indique bien qu'il puisse s'agir d'un bon argument de publicité.

Une meilleure place pour les produits québécois devrait faire partie du vaste projet de société que nous préconisons, soit une revalorisation de l'agriculture saine, des agriculteurs et des produits d'ici. Dans un cadre pareil, il ne serait pas difficile d'imaginer des événements pour mettre en évidence nos productions régionales ou nationales. Les chefs cuisiniers de partout au Québec ne demandent pas mieux. On constate une tendance vers le retour des marchés publics, les grandes chaînes seront incitées à suivre le mouvement.

Si le gouvernement du Canada peut inclure la nécessité de retombées économiques importantes au Québec dans ses contrats d'armements, il y a certainement une possibilité de favoriser à la fois la production régionale ou nationale et une meilleure qualité alimentaire par tous les contrats de fourniture pour les institutions, écoles et hôpitaux. La coopérative des étudiants de l'Université de Sherbrooke souhaiterait ouvrir un petit commerce pour offrir quelques produits régionaux, bios ou équitables : le contrat d'exclusivité de la firme qui détient le monopole sur le campus l'interdit: c'est une aberration.

#### **L'étiquetage : nous avons le droit de savoir !**

Évidemment, nous défendons avec acharnement le droit du consommateur de savoir, donc d'avoir accès facilement à l'information importante sur ce qu'il consomme. Le fait que plusieurs aliments contiennent une foule d'ingrédients et d'additifs est une de ces informations : nous voulons le savoir et nous considérons ce droit incontestable.

Les informations nutritionnelles aussi sont des informations nécessaires : or ces données sont devenues très complexes et souvent difficiles à comprendre, pour une bonne partie de la population.

La qualité de l'étiquetage est importante pour le consommateur. Il est évident que nous voulons connaître la provenance des produits, plutôt que de ne lire que « fabriqué pour... ». Nous l'avons mentionné ailleurs : le droit de savoir ce qui contient des OGM ne devrait même pas être discutable : aucun argument contre cette identification ne résiste à l'analyse. Déjà une commission du gouvernement du Québec avait retenu cette conclusion. Maintenant, on nous dit que la décision doit venir d'Ottawa : nous affirmons que le Québec peut aller de l'avant.

Il y a tellement de « marketing » sur certains emballages qu'on ne peut pas prendre au sérieux les arguments à l'effet que les indications pertinentes posent un problème d'espace : ce n'est qu'une question de volonté et de choix de société : la priorité doit-elle aller à l'information adéquate ou à la publicité pour mousser les ventes ? La réponse nous paraît évidente.

**Nous recommandons que des efforts sérieux soient faits par le MAPAQ pour améliorer la distribution de nos produits régionaux par les grands distributeurs ou en parallèle de ces réseaux établis au besoin.**

**Nous recommandons l'imposition d'un étiquetage plus conforme au droit du consommateur de savoir la provenance des aliments, la quantité, la présence d'OGM, les ingrédients et la valeur nutritive.**

## **5- LE MARCHÉ EXTÉRIEUR : un pari risqué**

Le fait que le Québec soit devenu un important exportateur de produits alimentaires ne pose pas de problème en soi : ce sont les conséquences des méthodes de production de gros volumes qui posent problème sur le plan environnemental et parfois même sur le plan social.

Le document de consultation reconnaît que la libéralisation des marchés mondiaux et l'importation de certains produits posent problème : nous ne pouvons pas accepter que des règles imposées par un choix politique pour le commerce en général ne comporte pas de clauses de protection des agricultures nationales. La vision dogmatique qui réclame l'abolition de toutes les protections tarifaires constitue un grave danger pour l'agriculture, partout dans le monde, au profit des grands capitaux qui peuvent et souhaitent produire des quantités industrielles pour fins d'exportation, là où le coût de production serait le plus bas. Ce modèle fragilise considérablement les productions régionales et en bout de ligne, mène au cul-de-sac. Mais plusieurs grandes compagnies y voient des profits à court et moyen terme. Comme plusieurs intervenants de partout dans le monde, nous proposons plutôt un modèle basé sur la production de proximité, qui assure un développement sain des agricultures régionales, au bénéfice de toutes les populations.

Évidemment, cette vision n'écarte pas les exportations, ni les importations. Le Québec ne produira ni banane ni cacahuètes. Il importe donc d'éviter de simplifier l'avenir des échanges mondiaux à un seul modèle.

### **L'importation : un risque supplémentaire à la sécurité alimentaire**

Qui pourrait croire que la population du Québec puisse être assurée de la sécurité de ses aliments si un pourcentage de plus en plus grand provient de contrées lointaines où les normes sont pratiquement inexistantes ou insuffisantes ou non-appliquées ? Déjà nous constatons à quel point il est difficile de sécuriser notre production pour consommation interne. La traçabilité rapide et efficace jusqu'au confins de l'Argentine ou de l'Afrique coûterait des sommes colossales et ne serait probablement jamais fiable à 100%.

**Nous recommandons que le Québec accentue ses efforts vers la souveraineté alimentaire, soutienne des politiques d'achat de produits du Québec et que les exportations soient assujetties aux impératifs du développement durable.**

**Nous recommandons que sur la scène canadienne et mondiale, le Québec se fasse le défenseur de l'agriculture de proximité, seule approche logique, partout dans le monde, pour assurer la sécurité alimentaire et un développement harmonieux des régions rurales.**

## **6- LES RESSOURCES HUMAINES**

Dans le contexte actuel où les problèmes majeurs que vivent la plupart des producteurs, où le métier de « cultivateur » a été dévalorisé durant des décennies, où les conditions d'installation de la relève sont difficiles, etc., il est évident que le gouvernement, avec les producteurs et les consommateurs, doivent élaborer une approche visant à améliorer la réalité plutôt que simplement l'image de la réalité. Ce n'est pas un objectif qui sera atteint par une campagne de publicité, ce n'est donc pas un défi pour les experts en marketing qui sont trop souvent appelés à la rescousse quand on veut refaire une image. Une véritable politique de revalorisation passe d'abord par une politique de *renaturalisation*. Actuellement, le ton des porte-parole des agriculteurs sur la question environnementale sous-entend toujours que le travail a été fait et que les producteurs ne veulent plus en entendre parler. Nous comprenons bien qu'un important bout de chemin a été fait, mais toute la société doit comprendre pourquoi nous devons fixer des objectifs ambitieux dans ce sens. Il importe que les citoyens et les producteurs établissent un dialogue réel. Tant de choses pourraient et devraient être réalisées, nous n'en nommons ici quelques-unes.

- Les écoles devraient avoir un rôle à jouer dans la nécessaire revalorisation. Il est facile d'imaginer un système de « jumelage » écoles/fermes de la région pour organiser des visites régulières, rémunératrices pour les producteurs.
- La réapparition et la mise en valeur des marchés publics,
- l'affirmation claire et positive de la protection des bons sols, les programmes de soutien au développement de petites ou moyennes productions spécialisées,
- la complicité des chefs cuisiniers, un moratoire sur les productions polluantes, l'établissement de véritables processus de consultation qui ne soient pas que de la poudre aux yeux, etc.

**La recherche** aussi devrait s'orienter vers le modèle agricole « renaturalisé ». Pour certaines personnes mal informées, l'agriculture biologique est un retour aux méthodes des années 40, ce qui est faux, évidemment. Or, il y a toujours place à une meilleure compréhension des processus naturels et une recherche des méthodes d'intervention de moindres effets dommageables.

### **La santé des ressources humaines du secteur agroalimentaire**

Avec des revenus décents, une meilleure image des producteurs dans la société diminuerait certainement le niveau d'anxiété des producteurs qui a atteint un niveau intolérable. La revalorisation du métier n'est pas un mandat à confier aux fabricants d'image : une campagne publicitaire misant sur la couleur rose n'a probablement convaincu personne de la pertinence de la multiplication des élevages porcins. La réaction négative de certains producteurs excédés devant les contraintes environnementales n'a pas contribué à améliorer cette image non plus. Lorsque le président de l'UPA répond à l'offre de dialogue du représentant de l'Union des consommateurs, sur les ondes de la radio de Radio-Canada, que les producteurs ne vont certainement pas parler d'agriculture avec les gens de Montréal, il contribue à élargir un fossé déjà imposant, sur un sujet qui concerne effectivement tous les citoyens.

**Nous recommandons que, tant sur le plan national que régional, des lieux de rencontres favorisant un réel dialogue entre les producteurs et les organismes civils concernés soient instaurés afin de favoriser une meilleure compréhension des réalités agricoles et environnementales.**

Quant à nous, nous affirmons notre volonté à contribuer à l'amélioration de la perception des agriculteurs dans la population, dans la mesure de nos moyens. Du même coup, nous devons insister sur notre ferme résolution de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'eau, des sols et par conséquent de la santé publique.

## **7- L'AGRICULTURE, L'AGROALIMENTAIRE ET L'ENVIRONNEMENT**

Les constats du document de consultation de la commission dans ce chapitre devraient suffire à convaincre la population en général, le gouvernement et les agriculteurs de l'urgence de miser sur un véritable effort collectif pour une agriculture écologique. Il nous paraît nécessaire d'élaborer et d'appliquer un véritable plan global plutôt que de poser les problèmes isolément. Aucune solution prise isolément ne constitue une réponse suffisante. Il faudrait tout un traité d'agronomie pour préciser comment gérer les fumiers, la rotation des cultures, les haies de protection, etc.

Nous avons souvent l'impression que la description des divers programmes déjà en place et des efforts consentis par le milieu agricole tendent à démontrer que les problèmes sont réglés. Or, si les problèmes sont identifiés, les solutions intégrées n'ont pas encore été appliquées avec l'énergie voulue.

Par exemple, la politique de l'eau de 2002 aurait dû amener à un cadre législatif plus contraignant, l'approche par bassin versant n'a pas reçu les investissements suffisants. Bien sûr quelques projets bien distribués dans les régions peuvent donner bonne conscience et laisser croire que tout ira pour le mieux. Nous ne sommes plus aussi naïfs.

## **L'utilisation des semences OGM : le principe de précaution mis à mal**

Depuis l'apparition de ces semences supposées miraculeuses, nous constatons depuis plusieurs années un dangereux laxisme des gouvernements accompagné d'une tendance à ridiculiser les appel à la prudence, comme l'a si bien démontré M. Jean Chrétien, qui avait dit, alors qu'il était Premier ministre « des OGM, j'en ai mangé, pis je ne suis pas malade ». Or ce jugement expéditif, soigneusement entretenu par le lobby et la publicité des fabricants, ne démontre qu'une profonde méconnaissance du dossier ou la volonté de taire les faits.

Il est possible que les OGM soient, un jour, classés parmi les grandes percées scientifiques de l'humanité. En théorie, pouvoir améliorer les caractéristiques d'une plante reste une bonne chose. Mais l'empressement à mettre une semence GM sur le marché pour rentabiliser les investissements, les prétentions publicitaires démesurées, la pollinisation accidentelle, l'impossibilité à discriminer les récoltes avec ou sans OGM, etc. sont autant d'éléments qui nous amènent à constater que la logique n'est pas respectée. La compagnie Monsanto a certainement investi des millions en recherche et développement et en publicité pour augmenter les ventes de l'herbicide Roundup, le désherbant le plus vendu au monde. Plusieurs plantes ont été génétiquement modifiées uniquement pour résister à ce seul herbicide. Or, Les rapports s'accumulent sur les effets néfastes du glyphosate, ce qui n'est pas exceptionnel pour un herbicide. Or, selon le journal français Libération (27 janvier 2007), Monsanto vient d'être condamné à verser une amende de 15 000 euros et son distributeur local tout autant, pour publicité mensongère. Le tribunal a estimé que la compagnie savait parfaitement que les produits visés étaient écotoxiques. Un porte-parole de la compagnie a déclaré, toujours selon l'article de Libération, que *les consommateurs continueront à utiliser le Roundup, car il existe une relation de confiance entre nos produits et ses utilisateurs*. Nous espérons que cette Commission pourra établir un bilan des effets co-latéraux des OGM ou du moins recommander une étude complète sur la question.

## **Les OGM : les gouvernements ont failli à leur devoir**

En mars dernier, nous apprenions qu'une semence de luzerne OGM a été interdite de vente aux États-Unis. C'est un événement, car nous gardons l'impression que les gouvernements maintiennent un préjugé favorable aux OGM, en bonne partie en raison des retombées économiques et du puissant lobby des compagnies productrices. Globalement, nous jugeons sévèrement le laxisme des gouvernements qui n'ont pas tenu compte du nécessaire principe de précaution devant les demandes d'homologation. Les bénéfiques jusqu'à maintenant ont surtout été du côté des fabricants. La controverse autour des nombreuses études sur les impacts sur des souris ne nous sécurise pas, pas plus que l'impossibilité de garantir la séparation des récoltes OGM et non OGM. Plusieurs autres aspects du lourd dossier nous font conclure que l'industrie des OGM ne tient pas compte des effets potentiels à long terme sur la santé humaine ou sur la biodiversité. Nous avons souvent demandé un moratoire sur les nouvelles homologations, des tests indépendants en champ isolé sur des périodes plus longues et évidemment un étiquetage obligatoire.

En février dernier, nous avons entendu lors d'un colloque sur les difficultés du monde agricole un producteur de grandes cultures expliquer qu'il utilise des semences OGM en raison des pressions des consommateurs pour des bas prix. Il a été incapable de préciser quelle économie réelle cela représentait pour le consommateur. Il a bon dos notre consommateur. Mais à notre connaissance, tous les porte-parole de tous les organismes de consommateurs dans le monde entier restent très critiques face aux OGM et à l'attitude des compagnies et des gouvernements.

## **L'écoconditionnalité : la direction prioritaire à développer**

Encore une fois, l'impression qui nous reste est qu'on utilise le bon vocabulaire, mais les normes à respecter sont insuffisantes et nous ne sommes pas convaincus qu'elles sont toujours respectées. Le document de consultation pose une des questions les plus importantes lorsqu'il aborde « *le poids des exigences qu'on demande aux agriculteurs de respecter au nom de l'intérêt collectif* ». Malgré les efforts investis jusqu'à maintenant, il nous paraît clair que le chemin à parcourir est encore important et qu'il est urgent d'accélérer le rythme. L'intérêt collectif est en effet tellement évident, comment pourrait-on répondre que les agriculteurs seuls doivent porter ce poids. C'est un défi de société qui doit être relevé par l'ensemble de la société. La protection de l'environnement ne se fait pas pour le plaisir d'entendre les petits oiseaux chanter, bien que cela en soit une conséquence agréable. Il y va de la santé publique, de la qualité de nos plans d'eau et par conséquent de tout le secteur récréo-touristique si important en Estrie et de la survie même de notre agriculture. Certains producteurs deviennent nerveux, sinon agressifs dès qu'ils entendent parler d'efforts supplémentaires à faire : nous ne leur ferons pas l'injure de croire que c'est parce qu'ils n'ont aucune conscience environnementale : ils ont besoin de support.

Au-delà des revenus des agriculteurs, sans vouloir minimiser ce problème, c'est la capacité de nos terres à produire à long terme dont il est question ici, ainsi que de la qualité de l'eau potable, donc de développement durable dans sa bonne définition. En ce sens, il serait irresponsable de laisser les choses se détériorer globalement tout en voulant attirer l'attention sur quelques micro-progrès. Si l'État avait la volonté, les outils et les moyens nécessaires pour appliquer des règlements adéquats, cette Commission n'aurait probablement jamais vu le jour.

**Nous recommandons que le gouvernement du Québec accorde une priorité à la nécessité d'assainir tout le secteur agroalimentaire dans une véritable orientation de développement durable, seule capable d'assurer la survie de notre agriculture.**

## **8- LA SANTÉ ET LES PRÉOCCUPATIONS DES CONSOMMATEURS**

Encore une fois, nous relevons ce constat dans le document de consultation : *Parmi 32 pays, c'est au Canada que les limites permises de résidus de pesticides sont les plus élevés.(...) Le Canada permet l'usage de 60 pesticides bannis, interdits ou retirés par d'autres législations.* Il est étonnant qu'il soit encore nécessaire d'insister sur cette problématique. Voici un autre exemple du laxisme injustifiable de nos gouvernements. Ce n'est pas l'interdiction de deux ou trois autres pesticides que ferait évoluer la situation, mais le choix de nous mettre à niveau avec les règles les plus sévères parmi les pays occidentaux, dans le cadre d'un plan global pour diminuer de façon très importante le nombre et la quantité de produits toxiques utilisés, avec le but très net d'arriver au point où nous en utiliserions strictement le moins possible. Or, cela n'est possible qu'en appliquant une foule de mesures complémentaires. Il en va de même pour les médicaments, hormones et antibiotiques qui ne peuvent pas ne pas se retrouver dans nos cours d'eau et dans nos corps.

La seule question qui se pose est : qu'attendons-nous pour passer aux actes afin de vraiment protéger la santé publique ? Certains intervenants tentent de faire passer ceux qui posent cette question pour des utopistes radicaux. Le Québec a fait des choix importants en rapport avec l'utilisation des pesticides sur les gazons en milieu urbain. Poursuivre cette démarche en milieu agricole ne serait que logique.

## **La saine alimentation**

Si les bonnes pratiques agricoles ne doivent pas dépendre du libre choix de ou de la capacité financière de l'agriculteur, en raison de l'étendue des conséquences, le choix de la bonne ou mauvaise alimentation restera en partie un choix individuel. Sur ce sujet, nous affirmons encore qu'on ne réglera rien avec quelques petites mesures, comme d'enlever les distributrices de boissons gazeuses des écoles, par exemple. Une approche globale est nécessaire, mettant à contribution toutes les institutions, un encadrement plus restrictif de la publicité, une approche incitative comme des étiquetages plus explicites pour convaincre les transformateurs, etc. Il est facile d'observer que de plus en plus de produits sur les tablettes de nos supermarchés font appel à notre saine logique : la tendance est donc en développement et il faudrait l'accélérer. Encore une fois, vous entendrez que les compagnies offrent ce que le consommateur exige. Encore faut-il que le consommateur soit informé et éduqué à comprendre cette information. Au moment d'écrire ces lignes, les journaux parlent du fait que nous absorbons trop de sel : ce n'est une surprise pour personne. Des organisations comme l'ACEF Estrie ne demande pas mieux que d'avoir les moyens d'assumer une part de ce rôle. Il faut donc une volonté politique et des ressources qu'il faut voir comme des investissements en santé préventive.

**Nous recommandons qu'en concordance avec une agriculture écologique qui préserve la santé du sol, un véritable programme de saine alimentation soit mis en place.**

## **9- LA RURALITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

Depuis longtemps en Estrie, le dépeuplement de nos sous-régions inquiète tous les intervenants. Si Sherbrooke va bien sur ce point, il n'est pas nécessaire de voyager longtemps pour constater les problèmes. Au rythme auquel les fermes cessent leurs opérations, on peut craindre que toute la région ne devienne qu'une banlieue de Sherbrooke.

Dès les premières lignes du document de consultation, la faible proportion du territoire québécois réservée aux activités agricoles est mise en évidence. Il nous paraît évident que la préservation à long terme de ce petit 2 % doit être à l'ordre du jour.

Justement parce que la superficie totale des terres à bon potentiel agricole est très limitée, ces terres ne devraient-elles pas jouir d'une protection en béton ? Or, dans la plaine du St-Laurent, particulièrement en Montérégie, il est assez facile de constater qu'avec les années, l'étalement urbain a continué à progresser. Dans une moindre mesure, le phénomène est constaté autour de Sherbrooke et des plus petites municipalités de l'Estrie.

Nous avons eu récemment deux démonstrations de la pression de l'urbanisation : le tracé de l'autoroute 30 à travers des terres agricoles alors qu'il y avait une possibilité de les préserver, puis quand le gouvernement du Canada a annoncé qu'il allait céder des terres inutilement expropriées autour de Mirabel. Le maire de l'endroit a profité de toutes les tribunes pour dénoncer le retour à la vocation agricole de ces terres, menaçant même d'exproprier à nouveau pour permettre le développement industriel, et probablement résidentiel, plus rentable en terme de taxes foncières. Il y a de moins en moins d'agriculture possible quand il y a de moins en moins de bons sols qui s'y prêtent bien.

**Nous recommandons l'imposition d'un moratoire sur le « dézonage » des bons sols à vocation agricole et une révision de la Loi de protection afin de mieux limiter l'étalement urbain au détriment de nos meilleurs sols.**

Cependant, il faut faire la nuance quant aux territoires des régions où les sols ou les conditions climatiques sont moins propices à l'agriculture. Pour permettre une activité économique compatible, il importe de faciliter des usages autres que strictement agricole. Certaines mesures ont été adoptées en ce sens en Estrie, afin de permettre de diviser des terres pour des cultures spécialisées ou pour des activités récréo-touristiques. Cette direction doit être accentuée.

Nous avons déjà entendu que des banlieusards résidants aux limites d'une zone agricole se plaignaient du bruit des tracteurs le dimanche matin. Nous prenons parti pour le tracteur, pour le producteur qui est assis au volant, pour sa famille et pour la survie de l'agriculture. Il faut trouver des moyens pour mieux informer les éventuels acheteurs de maison de banlieue à proximité d'une zone agricole et qui n'auraient pas la lucidité de comprendre ce que cela signifie. Nous n'avons rien à redire non plus concernant des odeurs désagréables pendant quelques jours : ce n'est pas l'épandage bien contrôlé en soi qui nous pose problème : c'est le fait que trop de cochons (pour l'exportation) signifie trop de purin, pas toujours épandu de façon bien contrôlée, en terme de quantité. D'un autre côté, nous comprenons très bien la réaction négative des gens qui habitent à la campagne et qui apprennent qu'une porcherie importante s'établira tout près. Le système de consultation au niveau municipal a entraîné plus de frustrations que de solutions. Par delà la crise ponctuelle de l'élevage porcin, nous soutenons que cet élevage en particulier a causé des problèmes qui ont encore des conséquences négatives qui nuisent à l'ensemble des producteurs.

Il existe à Sherbrooke un marché de solidarité régionale qui connaît un bon succès malgré des moyens limités et pratiquement sans aucun soutien extérieur. La formule serait facilement adaptable à d'autres régions. Il n'est pas difficile d'imaginer à quel point cette formule pourrait se développer avec un soutien adéquat qui serait rapidement rentabilisé. Cette formule, encore à améliorer, a été conçue et implantée par des consommateurs de la région : autant le ministère que l'UPA devrait non seulement applaudir, mais soutenir ce modèle comparable au modèle que d'autres ont appelé l'agriculture soutenue par la collectivité (ASC). Il n'est pas difficile d'imaginer toute une filière *production-transformation-vente-consommation* ainsi régionalisée. Pourquoi avons-nous l'impression que le modèle n'obtient pas la reconnaissance auquel il aurait droit ? Serait-ce parce que le modèle n'est pas une initiative et n'est pas contrôlé ni même contrôlable par les puissants organismes existants ? Nous espérons obtenir des réponses constructives rapidement sur ce genre de solutions qui méritent certainement l'attention : il ne faut pas chercher plus loin pour trouver au moins un premier pont réel entre les consommateurs et les producteurs : il a le mérite d'exister déjà ! L'agriculture de proximité que nous préconisons n'est pas une utopie; toute volonté de rapprocher les producteurs des consommateurs ne peut se faire que sur une base régionale : il y a des opportunités à saisir. Ne pas les voir ou en sous-estimer le potentiel contribue à élargir le fossé entre les producteurs et le reste de la société. Aucune étude savante ne pourra faire mieux que la satisfaction réciproque entre un producteur fier et un consommateur.

**Nous recommandons que le MAPACQ et l'UPA participent en toute bonne foi et le plus rapidement possible à toutes les activités de rapprochement déjà existantes et participe avec les groupes de consommateurs à la recherche et à l'implantation de nouvelles activités comparables.**

## **10- LA GOUVERNANCE**

La vision de l'agriculture de proximité que nous préconisons s'amarre difficilement avec une vision pan-canadienne : une bonne production maraîchère sur la côte ouest ne contribue en rien au développement de l'agriculture québécoise. La réalité et les besoins des producteurs céréaliers des grandes plaines ne sont pas les mêmes que ceux de nos producteurs de lait. Pourtant, nous ne pouvons que constater le pouvoir important du gouvernement canadien, particulièrement en ce qui concerne les accords internationaux. Comme le suggère le document de consultation, il nous semble que le Québec doit exiger que ces politiques fédérales « tiennent mieux compte des spécificités, des problématiques et des structures institutionnelles québécoises » comme des spécificités de chacune des provinces.

### **Le MAPACQ et les instances québécoises**

Nous souscrivons au jugement énoncé dans le document de consultation quant au rôle trop étroitement économique du ministère. Nous insistons sur la notion du développement durable : il ne s'agit pas évidemment pas d'éliminer la dimension économique, mais il serait temps d'accentuer les dimensions sociales et environnementales, trop longtemps négligées. Des efforts importants ont été faits, nous en convenons, mais il est urgent d'accentuer l'évolution des bonnes pratiques pour se targuer d'une perspective de développement durable.

Il n'est pas difficile de constater aussi que le ministère n'assume pas vraiment le mot « alimentation » inclus dans son nom. Il a été remarquablement absent de la scène publique alors que les médias revenaient régulièrement sur la malbouffe, sur les gras trans, sur la nourriture offerte dans les écoles, etc.

Beaucoup de gens ont l'impression que le MAPAQ est le ministère au service exclusif de l'UPA. Les représentants des producteurs n'aiment pas entendre ce jugement, mais nous pouvons affirmer qu'il représente l'opinion de beaucoup de gens, y compris des producteurs qui nous font des confidences à l'occasion.

Comme citoyens-consommateurs, nous ne connaissons pas bien le fonctionnement de la Financière agricole du Québec. Mais la lecture du document de consultation (page 41) nous laissent espérer qu'une refonte soit entreprise pour éviter l'apparence de conflit d'intérêt potentiel.

Il nous semble donc que l'UPA en mène très large et nous ne sommes pas convaincus que ce soit au bénéfice de l'ensemble de la population et dans une perspective de développement durable. Nous avons plutôt l'impression que l'UPA a souvent des réflexes de protection de sa chasse-gardée, ce qui est normal quand un organisme a concentré beaucoup de pouvoir. La Coop fédérée, par exemple, serait peut-être mieux socialement acceptée si elle se régionalisait plutôt que de devenir une entreprise de la taille d'une multinationale.

Nous l'avons mentionné au début, l'ACEF Estrie est membre de l'Union paysanne (UP) presque depuis sa fondation, principalement en raison de la vision de l'agriculture et de la

ruralité qu'elle propose, ainsi que de son cri d'alarme concernant le modèle agricole industriel. La question de la représentation syndicale nous a toujours semblé être une question à débattre entre producteurs. Or il n'y a pas de lieu où ce débat peut se faire. Un producteur nous a dit qu'il y avait trop peu de producteurs encore actifs pour avoir deux organismes de représentation, un autre nous a dit qu'il n'y avait plus assez de véritable démocratie au sein de l'UPA pour renverser la vapeur d'une machine devenue trop grosse... La création même de l'Union paysanne nous paraît être un symptôme d'un malaise sérieux, impression qui a été confirmée par l'attitude des certains dirigeants de l'UPA face à l'UP dans les médias, ainsi que les premières réactions concernant le projet d'états généraux, projet dont cette commission est le fruit.

Qu'il y ait un, deux ou trois organismes reconnus comme regroupant et représentant des producteurs agricoles ne nous paraît pas aussi déterminant que le virage écologique que nous préconisons pour l'avenir de l'agriculture au Québec. Mais dans le contexte actuel, la tension qui existe ne contribue certainement pas à assainir l'atmosphère ni à améliorer les perspectives d'avenir.

Malgré toute notre sympathie pour les producteurs qui sont encore représentés par l'UPA, l'appel de l'Union paysanne pour une agriculture plus saine et une ruralité plus harmonieuse nous apparaît comme incontournable.

**Nous recommandons que le mandat du MAPACQ soit revu pour y inclure les préoccupations sociales et environnementales ainsi que les multiples questions entourant l'alimentation, bien au-delà des images et du discours rassurant.**

**Nous recommandons à cette Commission de reconnaître les prémisses de la crise agricole qui ont largement contribué à la création de l'Union paysanne et à la mise sur pied et à la définition du mandat de la Commission, afin de permettre un véritable choix aux producteurs, en toute transparence.**

### **Notre conclusion : le temps d'agir !**

Personne ne veut connaître en agriculture une crise comparable à ce que la pêche à la morue ou l'industrie forestière ont connue. Pourtant, elle est déjà là...

Nous entendons nos producteurs qui appellent à l'aide et nous constatons que les impératifs environnementaux exigent encore des efforts soutenus.

La conviction qu'il y a urgence est largement partagée, pour diverses raisons, par la plupart des intervenants. Combien de Hubert Reeves ou de David Suzuki faudra-t-il avant qu'on ait la volonté réelle d'agir ? Il faut rapidement stabiliser la situation des agriculteurs ET améliorer nos pratiques agricoles. Nous n'avons, comme société, pas d'autres choix que d'agir avec une approche écologique globale en assurant un revenu décent à nos producteurs.

À moins de se mettre la tête dans le sable (et plusieurs le font), on ne peut plus nier que l'humanité fait face à plusieurs défis graves en même temps : les bouleversements climatiques causés en bonne partie par les gaz à effet de serre, la pollution chimique de l'eau, de la terre et des humains, les pluies encore trop acides, la crise de l'énergie annoncée avec la diminution de la production de pétrole, etc. Les crises économiques, sociales et environnementales sont liées, et déjà visibles : nous savons maintenant que nous devons agir rapidement, avec lucidité et courage, si nous voulons regarder grandir nos enfants sans inquiétude. L'inaction nous garantirait leurs reproches les plus durs, avec raison.

# CHARTRE

Se nourrir est un besoin fondamental de toute population.  
L'alimentation devient donc un élément qui doit être protégé  
tant sur le plan collectif qu'individuel.

## **L'Union des consommateurs**

propose que les droits des consommateurs en matière alimentaire fassent l'objet d'une charte dont  
l'ensemble de la société pourra faire la promotion.

## **LES DROITS FONDAMENTAUX DANS LE SECTEUR ALIMENTAIRE**

### **Collectivement, les populations doivent :**

- bénéficier de l'application concrète des principes internationalement reconnus et adoptés.

Ces principes s'appuient sur les notions :

- > de développement durable,
- > de précaution,
- > de respect de la biodiversité.

- jouir d'un accès aux ressources productives;
- pouvoir participer aux décisions concernant les politiques publiques, la recherche, la transformation et la mise en marché de produits alimentaires et de leurs dérivés.

### **Individuellement, toute personne a droit à :**

- une alimentation suffisante, équilibrée et de qualité à un prix équitable;
- l'information lui permettant de faire des choix éclairés, particulièrement en ce qui concerne les modes de production et de transformation des produits ;
- un pouvoir d'achat lui permettant de se nourrir adéquatement.

### **En cas de catastrophe ou de force majeure, toute personne ou collectivité a droit à :**

- un soutien alimentaire d'urgence dans son milieu.